

« La filière appelle constamment au secours quand il y a le feu au lac »

SÉRIE "VIN : L'ALERTE ROUGE"

Le sénateur et viticulteur héraultais Henri Cabanel est le co-auteur d'un rapport parlementaire sur la viticulture présenté ce mercredi. Il alerte sur le fait que les caisses publiques sont vides.

Recueilli par
Arnaud Boucomont
aboucomont@midilibre.com

Vous venez de rendre un rapport parlementaire sur l'avenir de la filière viticole française. Quelles sont vos propositions ?

La première sera d'organiser dans le courant du premier trimestre 2026 des Assises nationales de la viticulture sous le pilotage du ministère de l'Agriculture. Nous souhaitons aussi que les organismes de défense et de gestion (ODG), gérés par la production, soient ouverts au négoce, avec en échange des engagements formels de contractualisation. Le négoce et la grande distribution profitent de la situation face à des vignerons en détresse. Le négoce doit tenir compte des coûts de production et les grandes surfaces arrêter de vendre des bouteilles de bordeaux à 1,59 €.

Quel message voudriez-vous adresser à la profession ?

La filière n'est jamais contente et demande toujours de l'argent. Le constat, c'est que l'argent public se fait très rare. Nous considérons qu'il n'y a pas de cap, chacun tire de son côté. L'Italie est devenue le premier producteur européen et dans le même temps, la filière ne réagit pas vraiment, elle est constamment en train d'appeler au secours quand il y a le feu au lac.

Quelles structures fonctionnent bien ?

Celles qui ont choisi de produire des vins plutôt frais, rosés et blancs en majorité, contrairement à d'autres qui font une majorité de rouges, qui se consomment le moins. Et s'il y a un marché du vin sans alcool, il faut y aller. Il faut se poser des questions si nos vins restent dans les cuves au lieu d'être dans les rayons. Nous produisons un vin très alcooleux, pas adapté à la consommation actuelle. C'est la même chose pour l'adaptation au changement climatique... Les caves qui ont choisi d'implanter des cépages résistants qui demandent moins d'intrants que les cépages conventionnels ont franchi un pas qui me semble intéressant. Les cépages résistants, c'est pas faute d'avoir incité à en planter, pour autant, une bonne partie de la profession a boudé tout ça.

Pourquoi ?

Certains se grattent la tête sur le nom qui n'est pas reconnu comme les cépages traditionnels. Et la profession n'ose pas les faire entrer dans les cahiers des charges des AOP. Mais le temps presse.

La profession est aussi confrontée à des négociants qui exigent certains cépages, comme le chardonnay...

Le négoce doit être prêt à discuter avec la profession dans une co-construction gagnant-gagnant pour que chacun gagne sa vie. En mettant des cépages résistants, on pérennise la ressource dont ils ont besoin.



Henri Cabanel : « Il faut se poser des questions si nos vins restent dans les cuves au lieu d'être dans les rayons. » M.E.

Ça tourne souvent au rapport de force...

Oui, le négoce profite de la situation, il a le beau rôle. Nous produisons beaucoup trop, le négoce est tranquille, il est là pour faire des affaires.

On ne donnera plus un euro d'argent public sans une contrepartie. On a fait l'erreur politique d'avoir donné de l'eau sans contrepartie

Le casse-tête administratif est souvent brocardé par les viticulteurs qui, parfois, s'exonèrent des règles par ras-le-bol...

Il faut une vraie simplification à travers une volonté politique de ne pas surtransposer les règles européennes. Il faut que sur le territoire européen, tout le monde joue avec les mêmes règles. Je veux bien que certains trichent, mais c'est une infime

partie. On veut inciter les viticulteurs qui ne l'auraient pas compris à aller vers des agricultures de plus en plus durables. L'étau se resserre au niveau des produits phytosanitaires. C'est bien pour les citoyens et pour eux, parce que ce sont les premières victimes.

Certains se sont convertis au bio en pensant qu'il y avait un filon, mais qui en reviennent aujourd'hui face aux difficultés. Quel est votre regard sur le bio ?

Ce n'est pas la peine d'y aller s'il se vend au prix du conventionnel. Certains ont saisi l'opportunité de faire du pognon, alors que le bio est une philosophie, pas une opportunité commerciale. Je suis en bio et mon fils qui a repris l'exploitation l'est. C'est ce que je pratique. Il faut pouvoir introduire dans le prix de vente le coût de production, pour éviter de vendre à perte. La loi Egalim le prévoit. Sinon, on aura de plus en plus de déconversions bio et c'est de l'argent public qu'on jette par les fenêtres.

Comment voyez-vous l'avenir de la vigne ici avec la crise climatique ?

Si vous écoutez un élu qui va vous promettre l'eau, c'est un élu qui ment, on ne pourra pas l'amener partout. Les viticulteurs, quand ils ont de l'irrigation, payent 30 % du coût. Une des propositions de notre rapport, c'est de permettre à ceux qui ne pourront pas avoir d'eau de changer la structuration des sols viticoles qui se sont appauvris. Le peu de pluie, du coup, n'est pas assez retenu dans le sol. On doit le reconsti-

tuer et il faut qu'ils s'engagent à le faire. On ne donnera plus un euro d'argent public sans une contrepartie.

On a fait l'erreur politique d'avoir donné de l'eau sans contrepartie. Frêche avait été visionnaire en lançant Aqua Domitia (réseau d'irrigation puisant dans l'eau du Bas-Rhône, NDLR). Mais il y aura toujours des limites techniques pour les hauts cantons, les Corbières. Dire qu'on va amener l'eau partout par des retenues collinaires, c'est mentir aux gens. Par contre, on peut imaginer des paiements pour services rendus environnementaux, si ça permet de prévenir des incendies.

Le Languedoc pourrait changer de visage dans les décennies qui viennent...

Il faut que la profession agricole réfléchisse aux filières à inventer : l'amande, l'olivier, le grenadier. Encore faut-il construire des filières. C'est un enjeu politique fort, pour maintenir une agriculture. La déprise agricole est un combustible supplémentaire d'accélération de l'incendie.

Demain, la suite... L'irrigation, incontournable pour les uns, hérésie écologique pour les autres, en plein bouleversement climatique.

« Un rapport pour être constructif »

SÉNAT Trois sénateurs partageant une double casquette, celle de viticulteurs : tel est le trio qui vient de rendre un rapport parlementaire sur l'avenir de la viticulture française, fruit de cinq mois de travail, avec 23 recommandations à la clé. Le socialiste héraultais Henri Cabanel était accompagné de Daniel Laurent (Charente-Maritime, Les Républicains), président du groupe "Vigne et vin" au Sénat, et du socialiste audois Sébastien Pla. « Nous ne voulions pas faire un rapport pour faire un rapport, un de plus, mais pour être constructif », note Henri Cabanel. Les trois sénateurs ont passé la filière en revue : les revenus, l'irrigation, le réchauffement climatique, les cépages résistants, l'arrachage, la distillation, la déconsommation de vin, la lourdeur administrative...